

Plateforme d'Observation Sociale

DRDJSCS des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique

<http://pays-de-la-loire.drdjcs.gouv.fr/>

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/>

Groupe de travail « Pauvreté » Compte-rendu n°1 – 24/09/2020

Participants :

Conseil Départemental 44 : Marie-Paule ÉPIARD et Luc-Olivier HERVÉ

Conseil Départemental 85 : Claire MARTIN

Banque de France : Philippe PORCHERET

Caf 49 (référente pour toutes les Caf des Pays de la Loire) : Romy COLLIN

Udccas 44 : Yves BLED

Udccas 49 : Stéphanie RITOUET

Banque Alimentaire : Bernard MÉTAIS

Pôle Emploi : Vincent RAGOT

Direccte : Yann SICAMOIS

Insee : Maëlle FONTAINE et Christophe FOUCHARD

DRDJSCS : Viviane LAURENCEAU (aide alimentaire), Chrystèle MARIONNEAU (logement-hébergement)

Animation/coordination :

Anne POSTIC, Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

DRDJSCS : Anne PICARD-COSKER (Matt-Pos), Raphaëlle MARIE (Matt - Pos) et Elisabeth GALLARD (Matt - Pos)

Compas : Michaël BERNIER et Marc LE GALLO

Tour de table avec les points suivants :

- 1: Ce que vous souhaitez apporter en termes d'indicateurs statistiques (votre contribution)
- 2: Ce dont vous pourriez avoir besoin en termes d'indicateurs potentiellement détenus par d'autres participants (vos attentes/besoins)
- 3: L'impact de la crise sanitaire sur la pauvreté, à partir de votre activité/votre position
- 4: Les sujets que vous souhaiteriez voir portés par le groupe

1- Ce que vous souhaitez apporter en termes d'indicateurs statistiques (votre contribution)

2- Ce dont vous pourriez avoir besoin en termes d'indicateurs statistiques potentiellement détenus par d'autres participants (vos attentes/besoins)

	« ce que je souhaite apporter en termes d'indicateurs statistiques » (ma contribution)	« ce dont je pourrais avoir besoin en termes d'indicateurs potentiellement détenus par d'autres participants » (mes attentes/besoins)
CD 44	<ul style="list-style-type: none">- Existence d'un entrepôt de données. Possibilité de données mensuelles... Données sur plusieurs années...- Données sur les allocataires du RSA croisés avec les données sur les aides financières Insertion, les aides FSL, les aides Eau et Energie... Question : comment homogénéiser ce travail avec les autres départements ? <ul style="list-style-type: none">- Possibilité de données nouvelles à terme avec le SPI (service public de l'insertion) expérimenté en Loire-Atlantique.- Données sur le nombre de dossiers de surendettement envoyés à la banque de France (mensuellement) par les travailleurs sociaux- Existence de données également sur la protection de l'enfance, sur les aides en direction des personnes âgées (aide sociale à l'hébergement par exemple), des personnes en situation de handicap. <p>https://observatoire.loire-atlantique.fr/jcms/accueil-observatoire-fr-j_6 https://observatoire.loire-atlantique.fr/jcms/classement-des-contenus/mots-cles/insertion/observatoire-des-allocataires-du-rsa-en-loire-atlantique-fr-p1_11760 https://atlas.loire-atlantique.fr/#c=home</p>	Des questions plus que des attentes : Qui sont les ménages/personnes qui entrent dans le dispositif du RSA (les profils et statuts des nouveaux entrants) ? Vont-ils sortir prochainement du dispositif ? Que deviennent les personnes sortant du dispositif du RSA ?
CD 85	<ul style="list-style-type: none">- Refonte actuelle du système des bases de données.- Proposition d'attendre les indicateurs du CD 44 pour pouvoir regarder comment établir les mêmes à partir de leurs données.	Comment anticiper des profils émergents et de nouvelles problématiques ?

Banque de France	<ul style="list-style-type: none"> -Le nombre de dossiers de surendettement déposés. -Le nombre de dossiers déclarés recevables par la commission de surendettement. -Le nombre de dossiers pour lesquels un « rétablissement personnel sans liquidation judiciaire » (c'est-à-dire un effacement de dette) a été validé par la commission. -Indicateurs diffusés aujourd'hui à l'échelle départementale. 	
Caf 49	<ul style="list-style-type: none"> -Données homogènes (de la région aux QPV). Pour info, les CAF couvrent un habitant sur deux dans la région. -Données sur le nombre et le(s) profil(s) des bénéficiaires du RSA : les Caf détiennent des informations sur les situations qui provoquent un basculement dans le dispositif RSA : séparations, décès, chômage, etc. (pour info, il est possible d'être allocataire Caf dès l'âge de 15 ans). -Via l'outil FILOUE connaissance du profil des familles dans les EAJE (attention outil déployé dans toutes les Caf de la région) -Equipements(eaje, allsh, centres sociaux ; ...) en QPV : localisation, places créées 	<p>Disposer de données socioéconomiques des territoires (emploi, associations, actions ,...)</p> <p>Croisement des données partenariales</p>
Udccas 44	<ul style="list-style-type: none"> -L'Udccas n'a pas de données consolidées et homogènes entre CCAS. Tous les CCAS/CIAS sont tenus légalement de réaliser une Analyse des besoins sociaux (ABS) de la population résidant sur leur territoire. Pour cela ils utilisent des données statistiques. Certains CCAS utilisent pour cela des outils spécifiques comme l'outil Balises-UNCCAS. -L'Udccas a adressé un questionnaire aux CCAS pour recueillir du ressenti, des éléments qualitatifs sur leur perception de l'évolution de la demande d'aide, les impacts, les perspectives redoutées... 	<p>Quelle possibilité d'une déclinaison locale de l'indicateur du « budget de référence » élaboré par l'ONPES ?</p>
Udccas 49	<ul style="list-style-type: none"> -Rejoint les préoccupations de l'Udccas 44. 	<p>Cf. les indicateurs évoqués par Hervé Guéry (directeur du Compas) dans le magazine de l'Unccas (cf. article dans « Territoires du Social »).</p>
Banque Alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> -Remontées statistiques sur la réalité de terrain (nb de bénéficiaires, tonnage). Il s'agit cependant d'estimations (faites par des bénévoles et non par des professionnels) dont la fiabilité est discutable. 	<p>Souhait d'avoir plus de partage de données avec les départements (pour améliorer la qualité du service à apporter aux bénéficiaires).</p> <p>Souhait de pouvoir observer la qualité du service qu'on apporte (pour mieux lutter contre les carences alimentaires par exemple).</p>

DRDJSCS - aide alimentaire	<p>-Existence d'une enquête annuelle sur l'aide alimentaire (enquête SYNOD) ; permet le recueil d'informations sur le tonnage, les bénéficiaires, le nb de distributions... Cependant, toutes les structures (plus d'une centaine dans la région) ne répondent pas (notamment du fait de personnes réfractaires à l'informatique). L'enquête est donc partielle.</p> <p>-Pas de données disponibles via les antennes locales des grandes associations caritatives (secours populaire, secours catholique...).</p> <p>-Existence des Points Conseil Budget (PCB) ; mais absence de données.</p>	<p>Souhait de pouvoir disposer d'une vision exhaustive sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le tonnage de l'aide alimentaire : -le nb de bénéficiaires des aides alimentaires : -le suivi financier de l'aide alimentaire (quels indicateurs les financeurs sont-ils en mesure de communiquer ?).
Pôle Emploi	<p>-Existence de l'observatoire régionale de l'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> *nbre de demandeurs d'emploi de catégorie A *nbre de demandeurs d'emploi de catégories B et C *nbre de demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) *nbre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) - catégories A ou ABC *nbre de demandeurs d'emploi non indemnisés - catégories A ou ABC *nbre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi A (DEBOE) - catégories A ou ABC *nbre de demandeurs d'emploi allocataires du RSA - catégories A ou ABC <p>https://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr/donnees-localisees/demande-emploi/pays-de-la-loire/france-metropolitaine/202006-F28-F32</p>	
Direccte	<p>-Nombre de postes d'intérimaires.</p> <p>-Indicateur sur la déscolarisation (cf. circulaire « un jeune une solution »).</p> <p>-Chiffres du chômage partiel. Le dispositif continue mais de moins en moins.</p>	<p>Rester attentif aux plans de licenciements qui vont entrainer une nouvelle hausse de chômage ainsi qu'une augmentation des travailleurs pauvres.</p>
Insee	<p>-Plusieurs études sont en cours avec un fil rouge pauvreté : sur les QPV, sur l'impact financier des séparations conjugales, sur la pauvreté et les inégalités dans la région, ...</p> <p>-Elaboration pour le SGAR d'un tableau de bord de la conjoncture économique et sociale (actualisé tous les mois) ; comprenant des chiffres sur 4 blocs :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1-économie locale et entreprises, 2-consommation et épargne, 3-emploi et chômage (DE ABC, jeunes, activité partielle, offre emploi, évolution intérim) 4-les impacts sociaux (les 3 indicateurs de la banque de France, des indicateurs Caf sur le RSA, le nb de demandes d'hébergement d'urgence de la DRDJSCS). 	<p>Souhait de consolider le mode de collecte du tableau de bord conjoncturel réalisé pour le SGAR.</p>

DRDJSCS -
logement-
hébergement

Profil des personnes hébergées.

-Existence des données du SI-SIAO :

*demandes de logement adapté, d'hébergement d'urgence, d'hébergement d'insertion.

*profils de demandeurs.

*profils des personnes déjà hébergés en logement adapté

*nb de places semestrielle (capacité)

-Existence d'enquêtes flash auprès des structures hébergement, accueils de jour...

En attente de pouvoir avoir des données plus précises sur :

*la demande d'hébergement des jeunes sortant de l'ASE, des femmes victimes de violence, des sortants de prison.

*la prévention des expulsions (recours DALO...).

*la saisonnalité des demandes de logement, d'hébergement...

Des données de la DREAL sur la disponibilité des logements (notamment des petits logements accessibles).

3- Quelques observations/remarques quant à l'impact de la crise sanitaire sur la pauvreté, à partir de votre activité/de votre position

CD 44 :

- Accompagnement en cours des travailleurs sociaux sur ce sujet. Avec notamment un travail de veille sur les données des travailleurs sociaux.
- Mise en place d'un modèle de projection pour estimer l'évolution du nombre de ménages allocataires du RSA et les montants du RSA... (notamment à partir de données sur les demandeurs d'emploi).

CD 85 :

- La perspective de voir émerger de nouveaux profils de bénéficiaires RSA.

Banque de France :

- Pas d'observation d'un d'afflux de dépôts de dossiers depuis le Covid. L'impact n'a pas encore été ressenti.
- Probabilité d'un rebond à compter de la fin de l'année.
- Le confinement-Covid a perturbé les dépôts de dossiers, leur traitement (retard/report de validation, délais accrus, manque de TS...).
- Travail en lien avec les CCAS et les PCB (Point Conseil Budget) pendant la crise.

Caf 49 :

- La Caf49 n'a pas fermé la cellule des travailleurs sociaux pendant le confinement : rappel des familles, suivi par téléphone, permanence téléphonique d'accès aux droits puis retour en présentiel... (depuis juin. Les permanences de travail social chez des partenaires sur le territoire ont repris).
- Inquiétude sur la fin d'année.
- Beaucoup de recours à l'aide alimentaire d'urgence.
- Vigilance accrue vis-à-vis des allocataires qui risquent d'être en rupture de droits (cf. en particulier les « perdus de vue » durant le confinement, qui ne vont qu'en accueil physique et ne sont pas autonomes avec les démarches dématérialisées).
- Jusqu'à présent, il n'a pas été noté d'impact sur les séparations.

Udccas 44 :

- Le confinement-Covid a eu un effet de cumul de précarités.
- Le questionnaire envoyé aux CCAS fait ressortir le constat d'une augmentation des aides alimentaires, aides aux courses, aides d'urgences, distribution alimentaire..., d'une augmentation du nombre de travailleurs pauvres et précaires,... Il a mis aussi l'accent sur des problématiques spécifiques autour de la fracture numérique, des inégalités scolaires...
- L'augmentation du nombre de travailleurs pauvres va conduire certains CCAS à une réflexion sur les critères d'attribution de leurs aides facultatives (car il s'agit d'un nouveau public qui ne rentre pas dans les barèmes/critères liés aux « publics habituels » des CCAS. Par ailleurs, il n'ose pas toujours aller vers les CCAS)

Udccas 49 :

- Des impacts spécifiques liés à des secteurs ruraux (isolement accru de certains seniors vivant seuls à domicile par exemple...)...
- Beaucoup de problèmes de coupures EDF suite à des impayés, de relogement suite à des séparations...
- Des problèmes dans l'accompagnement des gens du voyage avec des enfants qui ne sont pas revenus à l'école après le confinement.

Banque Alimentaire :

- L'augmentation du nombre de bénéficiaires est variable selon les territoires : pas d'impact observé en Vendée par exemple, alors qu'on constate une augmentation du nombre de bénéficiaires dans des villes comme Nantes ou Angers.
- Questionnement de terrain : la crise a été un révélateur des limites d'une aide alimentaire reposant sur le bénévolat. Les bénévoles sont en effet en grande majorité des personnes vieillissantes ; celles-là même qui se sont le plus mis en retrait pendant la crise du printemps. Des CCAS ont dû alors prendre le relais. Cela soulève les questions du renouvellement du bénévolat et de la « professionnalisation » pour permettre la pérennité du service et maintenir la qualité de celui-ci.

Pôle Emploi :

- Impact fort attendu (avec un flux assez important d'inscriptions de demandeurs d'emploi (DE) dans les mois à venir).
- Constat d'une forte augmentation de la catégorie A, mais pas un afflux massif de nouveau DE pour l'instant (des DE des catégories B et C ont basculé sur la catégorie A).
- Constat d'un impact important sur les jeunes, moins de 35 ans (contrats précaires).

Directe :

- Constat d'une diminution de 50 à 60% du nombre de postes d'intérimaires suite à la crise Covid.
- Risque d'une augmentation des plans sociaux dans les entreprises.

DRDJCCS (logement – hébergement) :

- Constat d'une augmentation des victimes de violence.
- Constat d'une augmentation des prises en charge des sortants de prison.
- Constat d'un travail de prévention sur les expulsions et DALO.

4- Quelques sujets que vous souhaiteriez voir portés par le groupe

CD 44 :

- Le croisement/les liens entre protection de l'enfance et pauvreté.
- Le croisement/les liens entre arrivée des jeunes migrants et pauvreté.

CD 85 :

- Le croisement/les liens entre protection de l'enfance et pauvreté.

Caf 49 :

- Le croisement/les liens entre accès aux droits / risque de non-recours / fracture numérique et pauvreté
- Le croisement/les liens entre séparation conjugale et risque de pauvreté
- Le croisement/les liens entre arrivée d'un enfant et risque de pauvreté
- Le croisement/les liens entre situation face à l'emploi et risque de pauvreté
- Le croisement/les liens entre problèmes liés au logement (impayés, relogement d'urgence...) et risque de pauvreté

Udccas 44 :

- L'évolution du nombre et des profils de travailleurs pauvres.

Banque Alimentaire :

- Les effets de l'aide alimentaire dans la lutte/sortie de la pauvreté. Qu'apporte-t-on réellement aux bénéficiaires à travers celle-ci ?
- Le recours au bénévolat dans la lutte contre la pauvreté : enjeux et effets, atouts et limites...

Pôle Emploi :

- Les publics qui « sortent des radars » (ni en emploi, ni en formation, ni inscrits comme DE).